

D 320 MEXIQUE: CONFLIT DE TERRES DANS LE CHIAPAS

En début juin 1976, l'Armée intervenait parmi les populations indiennes Tzeltal des communes d'Ocosingo et de Palenque, dans l'Etat de Chiapas, pour les expulser de leurs terres. Plusieurs centaines de personnes étaient ainsi jetées hors de chez elles et leurs maisons, pour une bonne part, incendiées.

Dans les jours suivants, les leaders indiens de la région publiaient le rapport ci-dessous. Leur action s'inscrit dans la perspective du premier congrès indien du Chiapas, tenu deux ans plus tôt et qui fait date dans leur histoire (cf DIAL D 233).

(Note DIAL)

1- Les faits

- Le 12 juin 1976, le journal "El Dia" annonce que, du 3 au 8 juin courant, l'Armée est intervenue à San Cristobalito, dans la commune de Palenque; elle a mis le feu à 80 maisons et expulsé 400 personnes. A Arroyo Jerusalem, dans la commune d'Ocosingo, elle a mis le feu à 110 maisons et expulsé 500 personnes. A Nueva Jericó, dans la commune de Palenque, elle a expulsé 500 personnes. A Betel Yochib, dans la commune de Chinon, elle a mis le feu à 85 maisons et expulsé 500 personnes. A Nueva Jerusalem, dans la commune de Palenque, elle a expulsé 380 personnes.

San Cristobalito a été le plus touché: 400 habitants ont été obligés de mettre le feu à leurs maisons, et plusieurs femmes violées. Dans les cinq localités mentionnées, le pillage a été total. Les journaux locaux ont gardé le silence.

- Le 13 juin, le journal "El Dia" annonce que des commissions indiennes sont à Mexico pour essayer d'être reçues en audience par le président de la République. Elles veulent obtenir des éclaircissements sur le problème de la possession de la terre. Elles accusent les détenteurs de grands domaines dont le siège est à Ocosingo, d'être à l'origine de l'attaque.

Les habitants de Nueva Jericó et de Nueva Jerusalem n'osent pas retourner chez eux de crainte de voir leurs maisons incendiées s'ils le font.

Quand l'Armée a procédé aux opérations, des fonctionnaires des secrétariats d'Etat à la réforme agraire et aux travaux publics se trouvaient sur les lieux.

Les gens ont peur de perdre leurs récoltes car les éleveurs ont menacé de les détruire. Des familles entières vivent ainsi à l'abandon sur le bord de la route.

Le gouverneur ne répond pas aux protestations des indiens.

La zone du conflit est située dans les communes de Palenque et d'Ocosingo, le long d'une piste construite par le gouvernement pour le transport du bois des forêts de la région.

- Le 15 juin, le procureur de l'Etat de Chiapas reconnaît qu'il y a eu des expulsions d'indiens dans les communes d'Ocosingo et de Palenque. Il nie que l'Armée ait incendié des habitations. "Il se peut, a-t-il déclaré, que ce soit ceux qui ont récupéré les terres qui aient fait cela pour empêcher les envahisseurs de revenir." Il a ajouté: "C'est une affaire de paysans envahisseurs ou de pseudo-paysans excités par des agitateurs professionnels." Il rappelle enfin les événements qui se sont récemment produits à Venustiano Carranza (Chiapas), le 10 mai 1976, qui se sont soldés par la mort de cinq indiens Tzotziles et quatorze arrestations pour "résistance aux autorités et affrontement avec l'Armée".

- Le 16 juin, le président Etcheverría ordonne l'ouverture d'une en-
2- Réflexions /quête.

Depuis des années, nos camarades d'Ocosingo et de Palenque travaillent avec d'autres à la conscientisation et à l'organisation des indiens pour la défense de leurs droits de vivre et d'habiter dans des terres qui leur sont indispensables. Le Congrès indien d'octobre 1974 en est un des résultats.

Maintenant, que faire?

1) Prendre connaissance et conscience de l'événement; il n'est pas besoin que le peuple assiste à des "actes de Marusia" pour savoir ce qu'est la répression;

2) Savoir que nous avons des camarades pris dans cette affaire;

3) Faire connaître les faits, protester contre, les analyser le mieux possible dans chaque région; c'est un signe supplémentaire de la situation agraire au plan national et des limites d'un gouvernement populiste. La divulgation de ces événements a pour but d'éveiller le peuple de la base, mais non de révéler l'existence de noyaux actifs;

4) Prévoir que cela puisse recommencer dans la région. (Par des informations directes, nous savons que cela peut arriver dans huit autres hamaux de la commune de Huitiupan, chez les indiens Choles, dont les leaders sont bien connus depuis l'époque du congrès.)

5) Se rendre compte des difficultés d'une solidarité traduite en actes dans l'actuelle conjoncture sociale et politique. (C'est différent quand il s'agit de calamités naturelles, tremblements de terre, inondations, etc.);

6) Reconnaître qu'il nous manque une sérieuse organisation locale, régionale, nationale, pour pouvoir faire face efficacement à de telles agressions, les prévoir et si possible les empêcher;

7) Penser au plan international;

8) Prendre davantage conscience de la nécessité d'un travail systématique, quotidien, discipliné, sur différents plans, sans en négliger aucun ou s'en tenir à un seul, afin de tendre vers une organisation populaire joignant la communication à l'action et avançant dans la lutte.

--- Le 18 juin 1976

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 320-2/2

Commission paritaire de presse: n° 56249